Cahier de doléances des maitres-maçons de Troyes (Aube)

Plan des doléances de la communauté des maitres-maçons, couvreurs, paveurs et ouvriers à chaux, plâtre et ciment de la ville de Troyes.

Le vœu de ladite communauté ¹ pour la prospérité de l'État et donner au Roi des preuves de son attachement inviolable pour sa personne sacrée.

Article 1er. Tous observent que, depuis l'édit du mois de janvier 1777 qui a réuni dans la communauté des maçons de la ville de Troyes celle des maîtres-couvreurs et constructeurs en plâtre et ciment, comme plafonneurs, torcheurs, la communauté observe que cette réunion ne peut produire que de très grands inconvénients, tant pour la sûreté du public que pour la décoration de la ville.

Les maîtres-maçons sont obligés d'avoir des connaissances de l'architecture, du dessin, des mathématiques, de la coupe des pierres, de la bonne ou mauvaise qualité des matériaux, la pratique de la construction des édifices et de la loi des bâtiments.

Les règlements des communautés portent que, lorsqu'un aspirant se présentera pour être admis dans la communauté, il soit nommé des députés pour le faire travailler devant eux, et l'interrogeront pour juger de sa capacité.

Lorsqu'un couvreur se présente pour être admis dans la communauté des maîtres-maçons, les députés ne peuvent lui demander des preuves de sa capacité que sur l'état de couvreur. Pourvu qu'il sache monter sur un bâtiment, on lui adjuge une lettre de maître-maçon. C'est comme si la faculté de médecine admettait dans son corps les perruquiers, et qu'on leur donnât le droit d'exercer la médecine. S'il faut des connaissances profondes dans l'art de la médecine pour conserver la vie des hommes, il n'en faut pas moins dans l'art de la bâtisse pour la mettre en sûreté. C'est le maître-maçon qui construit les temples à la Divinité; c'est encore lui qui élève des arcs de triomphe et des monuments à la gloire du Monarque, construit les ponts, les ports, les quais, les marchés, les magasins pour les grains, les arsenaux, les casernes, les hôpitaux, les aqueducs, les fontaines, les manufactures, les prisons, les fortifications pour la sûreté des villes; qui prescrit des bornes au courant des rivières. Il bâtit des ports, remplit la profondeur de la mer; il élève des môles sur les plages découvertes; il arrête par ses travaux la violence des vagues. On sait combien son art est nécessaire pour la construction et conservation des navires et autres bâtiments maritimes. C'est à son art qu'on doit la fondation de toutes les villes; ce sont ses ouvrages qui défendent les villes par des bastions, des fossés, des chemins couverts, des contrescarpes et d'autres ouvrages de ce genre qui mettent la vie des soldats et le royaume en sûreté contre l'attaque de l'ennemi ; c'est dedans et autour de ces édifices que les hommes sont sans cesse, et c'est, pour ainsi dire, à l'industrie des maîtres-maçons qu'ils confient leur vie et leur fortune.

Il est donc essentiel, avant que de donner la liberté à un aspirant d'entreprendre aucun édifice, qu'il donne des preuves de sa capacité. Il faut encore qu'un maître-maçon connaisse les lois des bâtiments afin que, dans les ouvrages qu'il construit, il ne fasse aucune anticipation sur les maisons voisines que l'on nomme saisine ; que, pour la construction de ses ouvrages, il puisse faire connaître ce qui appartient à la personne pour qui il bâtit d'avec ce qui ne lui appartient pas, pour éviter les contestations qui sont pour l'ordinaire la source des procès et la ruine des familles.

Lorsqu'un couvreur est admis à la communauté, il parvient à son tour à la charge de syndic. Il est d'usage à MM. les officiers de la police d'appeler le syndic de la communauté des maîtres-maçons pour faire la visite des bâtiments et cheminées, tant pour prévenir les malheurs des incendies que de

¹ est de se prêter

l'écroulement des édifices. Comment ce couvreur peut-il rendre un compte équitable des objets dont il s'est chargé ? Ce ne peut être qu'au préjudice des personnes chez qui les visites ont lieu.

Il serait donc nécessaire de classer dans la communauté les genres d'états comme ils étaient ci-devant et avant l'édit de 1777, et qu'il ne fût permis aux aspirants que d'exercer l'état dans lequel ils auraient montré de la capacité; qu'il ne fût permis aux étrangers d'être admis à ladite communauté qu'au préalable ils ne soient domiciliés dans la ville où ils veulent exercer le métier et d'après les preuves de capacité. Les étrangers, c'est-à-dire d'un autre royaume, viennent dans les villes en été, fuient en hiver dans leur pays en emportant l'argent de France après qu'ils ont fait beaucoup de dettes qu'ils ne viennent plus payer.

Nous demandons la suppression des aides et gabelles à cause de leurs vexations et tyrannies ; et les employés, par leurs talents particuliers, pourront se procurer d'autres états soit dans les manufactures, agriculture, être plus utiles et faire des sujets à l'État.

Que l'impôt territorial soit perçu sans exception sur les trois Ordres d'état, et de prélever sur le négociant et sur les personnes vivant en retraite et par leurs rentes à proportion de leur commerce et de la quotité de leurs revenus.

Que les gens de guerre soient logés ou aux dépens des trois Ordres, ne l'ayant été jusqu'alors que dans un petit nombre du Tiers état.

La suppression du tirage de la milice, et que chaque ville fournira le nombre d'hommes demandé par le Roi aux dépens des trois Ordres.

Que toutes les charges de magistrature ne soient plus à titre d'argent, mais qu'elles soient accordées au mérite.

Que toutes les rentes séculières, régulières, censives ordinaires, censives en tout cas, soient rachetables.

La suppression de tous lieux privilégiés et en franchise pour exercer arts et métiers, comme nuisibles aux villes en jurande.

Approuvé par nous soussignés, à Troyes ce 11 mars 1789.